



Le parti communiste chinois. Un siècle de succès et une vision d'avenir.

Par [Peter Koenig](#)

Mondialisation.ca, 16 juillet 2021

Région : [Asie](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

La légendaire histoire de la réussite chinoise va de pair avec l'évolution du Parti communiste chinois (PCC) et la révolution communiste qui a débuté en 1945. La fondation du PCC, le 1er juillet 1921, a marqué la fin de quelque 200 ans d'oppression de la Chine par des puissances étrangères, d'invasions et d'exploitations par les occidentaux qui se sont emparés de territoires appartenant à la Chine et surtout de ses riches ressources naturelles et ont obtenu des avantages commerciaux, notamment grâce aux richesses des ressources et de l'artisanat chinois.

Contexte et histoire

Il y a environ deux siècles, les ingérences étrangères étaient dominées par le commerce illégal de l'opium, qui a finalement abouti à deux guerres dites de l'opium. Aux 18^e et 19^e siècles, les pays occidentaux, principalement la Grande-Bretagne, exportait vers la Chine de l'opium cultivé en Inde. Ils utilisaient les bénéfices de la vente d'opium pour acheter des produits de luxe chinois, comme la porcelaine, la soie et le thé. Ces produits étaient très demandés en Occident.

La grande partie de ces exportations d'opium étaient illégitimes et ont créé une dépendance généralisée dans toute la Chine, provoquant de graves calamités sociales et économiques. Les guerres ont été déclenchées par les tentatives de la Chine d'arrêter ce commerce, qui s'est considérablement développé à partir des années 1820. Au début de 1839, le gouvernement chinois a confisqué et détruit plus de 20 000 coffres d'opium (1 coffre = environ 63,5 kg) – soit quelque 1 400 tonnes de drogue – qui étaient entreposés à Canton, dans la province de Guangzhou, par des marchands britanniques. En 1838, les importations avaient atteint quelque 40 000 coffres par an.

En juillet 1839, des marins britanniques ont tué un villageois chinois. Les Britanniques ne souhaitant pas que leurs sujets soient jugés par le système juridique chinois ont refusé de remettre les accusés à un tribunal chinois.

Cette histoire fut la goutte qui déclencha la première guerre de l'opium (1839 - 1842), opposant le Royaume-Uni à la dynastie Qing (1644 à 1912), l'objectif des Britanniques étant de légaliser le commerce de l'opium. Cet objectif n'ayant pu être atteint cela a provoqué une deuxième guerre de l'opium (1856-1860), également appelée guerre anglo-française. Mais la Chine n'ayant pas pu gagner ces guerres, le commerce infâme de l'opium continua pendant plusieurs décennies.

Les dommages et intérêts payés par la Chine au vainqueur de ces guerres, c'est à dire les

Britanniques, ont consisté à remettre l'île de Hong Kong à l'administration anglaise. En outre, la Chine a dû légaliser le commerce de l'opium et concéder un certain nombre de ports commerciaux aux Britanniques, permettre aux étrangers de voyager dans le pays et accorder des résidences aux envoyés occidentaux en Chine. Et une concession importante pour un pays majoritairement bouddhiste fut que la Chine dut accorder la liberté de mouvement aux missionnaires chrétiens dans tout le pays.

Les guerres et les multiples tributs qui en ont résulté ont donné lieu à une ère de traités inégaux entre la Chine et les puissances impérialistes étrangères, à savoir le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, les États-Unis, la Russie et le Japon. La Chine a été contrainte de concéder un grand nombre de ses droits territoriaux et de sa souveraineté. Ces empiètements sur la souveraineté chinoise ont affaibli et finalement fait tomber la dynastie Qing, ce qui a conduit à une révolution, le 10 octobre 1911, qui a mené le Kuomintang (KMT) au pouvoir. Également nommés le Parti national chinois, c'est lui qui a fondé la République de Chine le 1er janvier 1912.

Le fondateur du KMT et premier dirigeant chinois après la révolution de 1911, Sun Yat-sen, a tenté de moderniser la Chine selon des valeurs et principes occidentaux, ce qui n'a pas été accepté par le peuple chinois. Les deux décennies suivantes du règne du KMT ont été plutôt chaotiques, Sun Yat-sen étant incapable de contrôler une Chine qui se fracturait en de nombreuses régions contrôlées par des seigneurs de la guerre. Pour renforcer sa position et reprendre le contrôle du pays, le KMT a cherché à s'allier avec le nouveau parti communiste naissant, forgeant ainsi le premier Front uni, mais il restait toujours incapable de contrôler toute la Chine. Après la mort de Sun Yat-sen en 1925, Chiang Kai-shek (1887-1975) prend la relève et devient l'homme fort du KMT.

La création du Parti communiste chinois, le 1er juillet 1921, est la résultante de l'histoire récente. L'un des principaux objectifs du PCC était que la Chine ne soit plus jamais dominée par les puissances coloniales occidentales. Le PCC est devenu une force avec laquelle il fallait compter, car il se renforçait grâce à la solidarité accrue forgée dans toutes les communautés et régions de Chine qui poursuivaient toutes le même objectif : l'indépendance vis-à-vis de la colonisation et de l'exploitation étrangères et la création d'une Chine communiste souveraine, avec une économie socialiste souveraine.

Poussé par l'Occident, notamment le Royaume-Uni et les États-Unis, le gouvernement de la République de Chine (ROC) dirigé par le KMT est entré, en 1927, en guerre civile contre les forces du PCC. La guerre a été intermittente, mais s'est essentiellement déroulée en deux phases majeures, jusqu'en 1949. La première phase peut être décrite comme une guerre d'usure. Elle a duré jusqu'en 1937, date à laquelle, en raison de l'invasion japonaise de la Chine, les hostilités KMT-PCC ont été suspendues. Au lieu de cela, une alliance KMT-PCC a combattu et vaincu les Japonais. C'est ce qu'on a appelé la guerre de résistance contre l'agression japonaise (1937-1945).

La guerre civile entre le KMT et le PCC a repris avec la victoire sur les forces japonaises et est entrée dans sa deuxième phase finale, la plus violente et la plus décisive, de 1945 à 1949. Cette phase marque également le début de la révolution communiste chinoise, au cours de laquelle le PCC a pris le dessus et a finalement vaincu le Kuomintang, sur le continent chinois.

Le leader du KMT (1928 - 1975), Chiang Kai-shek, a donc fui la Chine continentale et s'est établi avec le KMT dans ce que ses découvreurs portugais avaient appelé, en 1542, Ilha

Formosa (« belle île »), une île située au nord des Philippines et de la mer de Chine méridionale, à quelque 180 km de la côte sud-est de la Chine.

En 1895, Formosa avait été renommée Taïwan, ce qui signifie « *étrangers* », en référence aux premiers colons chinois installés sur l'île. Aujourd'hui, Taïwan fait partie intégrante de la Chine, depuis le traité de San Francisco (accord de paix entre les forces alliées de la Seconde Guerre mondiale et le Japon, signé le 8 septembre 1951), lorsque le Japon a mis fin à son occupation de Taïwan, rendant l'île à la Chine.

Bien que faisant partie intégrante de la Chine, Taïwan est toujours occupée par le régime du KMT, qui l'appelle République de Chine, nom repris du règne du KMT sur la Chine continentale jusqu'à sa défaite face au PCC en 1949, qui a également marqué le début de la nouvelle République populaire de Chine (RPC) communiste.

Ce contrôle internationalement illégal de Taïwan par le KMT dure depuis 1949, mais surtout depuis 50 ans, lorsque le 25 octobre 1971, l'Assemblée générale des Nations unies a reconnu la RPC, dirigée par le PCC, comme « *le seul représentant légitime de la Chine aux Nations unies* » et a exclu des Nations unies les représentants la République de Chine de Chiang Kai-shek . Néanmoins, aujourd'hui encore, 15 nations, dont le Vatican, sur les 193 nations membres des Nations unies reconnaissent toujours Taïwan comme étant la Chine officielle. Nombre d'entre eux souhaiteraient passer à la Chine continentale officiellement reconnue et dirigée par le PCC, mais sont contraints, principalement par les États-Unis et le Royaume-Uni, de ne pas le faire.

Au cours des dernières décennies, les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres alliés occidentaux ont continuellement cherché à déstabiliser la Chine en s'ingérant à Taïwan. Parmi les derniers événements de ce type, citons la vente d'armes américaines pour un montant de 5 milliards de dollars à Taïwan en décembre 2020, et plus tôt cette année, l'ambassadeur américain dans l'île de Palau, dans le Pacifique (Palau étant l'un des États reconnaissant Taïwan), est devenu le premier envoyé américain à se rendre à Taïwan à titre officiel, depuis que Washington a coupé les liens officiels avec Taipei en faveur de Pékin en 1979.

En outre, les États-Unis encouragent des relations plus étroites avec Taïwan par le biais de la loi dite « *Taipei Act* », signée en avril 2020, qui appelle à renforcer les relations commerciales et les liens diplomatiques entre les États-Unis et Taïwan afin de rapprocher Taïwan de « *l'espace international* », ce qui signifie distancer politiquement le territoire insulaire du continent.

Cette ingérence, ainsi que d'autres ingérences des États-Unis dans les affaires intérieures chinoises sont des tentatives visant à perturber sa coexistence pacifique avec la Chine. Il s'agit notamment de la guerre commerciale provoquée par les États-Unis avec Pékin au cours des quatre dernières années, du stationnement d'environ 60 % de la marine américaine en mer de Chine méridionale, de l'ingérence orchestrée par Washington dans les affaires de Honk-Kong, qui cherche à obtenir son indépendance de Pékin, et des fausses accusations de violations des droits des Ouïghours dans la région autonome du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine, ainsi que des revendications similaires au Tibet.

Grâce à la direction inébranlable du président Xi Jinping de la République populaire de Chine et du Parti communiste chinois, ces interférences sont traitées avec soin par Pékin, qui tente toujours de trouver des solutions diplomatiques et non belliqueuses. La Chine est passée

maître dans l'art de suivre les voies de la non-agression, tout en créant et en avançant pacifiquement ; toujours dans le but de réaliser un monde multipolaire, où des personnes de différentes nations, régions, races, racines, cultures et croyances peuvent prospérer pacifiquement ensemble.

Le présent et la vision de l'avenir

Depuis la fondation du parti communiste le 1er juillet 1921, la Chine s'est efforcée d'obtenir une indépendance totale et n'a jamais cédé aux invasions étrangères ou aux tentatives d'influencer sa politique, intérieure et extérieure. Ce que le PCC a réalisé au cours des 100 dernières années est vraiment remarquable. Il s'agit non seulement de maintenir la solidarité interne, mais aussi et surtout la confiance du peuple dans le gouvernement, d'avancer pacifiquement, de devenir autonome et autosuffisant en matière d'alimentation, de santé et d'éducation et, surtout, de sortir 800 millions de personnes de la pauvreté. Aucune autre nation au monde n'a atteint [*en si peu de temps, NdT*] des objectifs aussi extraordinaires pour le bien-être de sa population.

Le PCC compte aujourd'hui 91 millions de membres. Il est de loin le plus grand parti unique au monde. En outre, grâce à son leadership, à commencer par Mao Tsé Toung en 1949 et aujourd'hui par le président Xi Jinping, la Chine, avec une population de 1,4 milliard d'habitants, est devenue la deuxième plus grande économie du monde en termes absolus, et depuis 2017 déjà, la plus grande évaluée par la seule mesure significative, la parité de pouvoir d'achat. Il s'agit d'un indicateur de ce que les gens peuvent acheter pour leur argent. D'ici quelques années, la Chine devrait dépasser la plus grande économie actuelle, les États-Unis, également en termes absolus.

Cela représente, bien entendu, une menace pour le pays qui s'est autoproclamé l'empire du monde, contrôlant tous les éléments essentiels, comme l'énergie, l'approvisionnement en nourriture et le système monétaire international ; toujours dominé par le dollar américain, bien qu'en perte de vitesse. L'empire autoproclamé est déjà en train de s'effondrer. Et Washington le sait. Son atout le plus fort, le dollar américain, est progressivement démantelé. La monnaie américaine a été largement utilisée dans le monde entier, presque exclusivement, pour acheter des biens et des services vitaux, comme l'énergie, la nourriture et les services de communication, ainsi que pour d'autres échanges internationaux, mais elle est en train de perdre son poids sur la scène internationale.

Les raisons de ce phénomène sont à la fois politiques et économiques. Sur le plan économique, les États-Unis ont créé, par leur loi sur la Réserve fédérale de 1913, une monnaie fiduciaire sans aucun support, une monnaie dont le flux et la masse monétaire peuvent être étendus à volonté. Cela a permis et permet encore à Washington d'« *imprimer* » de l'argent selon ses besoins, c'est-à-dire de financer des guerres et des conflits de grande ampleur dans le monde entier et d'accumuler des dettes que le Trésor américain et la Réserve fédérale (la banque centrale américaine totalement privée) ne seront jamais en mesure de rembourser.

Le dollar américain n'a absolument aucune garantie. Lorsque Washington a abandonné en 1971 le soi-disant étalon-or qu'il avait lui-même conçu (Conférence de Bretton Woods, 1944), le dollar américain est devenu de facto le « *nouvel étalon-or* », puisque l'étalon-or était basé sur la valeur du dollar américain (35 USD/once, soit environ 31 grammes), et non sur un panier de devises. Comme tout le monde avait besoin de dollars américains pour ses réserves, cela donnait au Trésor américain toute latitude pour augmenter sa masse

monétaire presque à l'infini.

Lorsque les États-Unis, également au début des années 1970, ont négocié avec l'Arabie saoudite, chef de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), que tous les hydrocarbures, le gaz de pétrole et le charbon, devraient être échangés en dollars américains, cela a donné un autre coup de pouce au dollar, permettant aux États-Unis d'imprimer librement des dollars en abondance, car le monde entier avait besoin de dollars américains pour acheter l'énergie des hydrocarbures. Aujourd'hui encore, environ 84 % de toute l'énergie consommée dans le monde est constituée d'hydrocarbures (2019 Forbes).

En guise de contre-mesure, les États-Unis ont promis à la Maison des Saoud de toujours protéger l'Arabie saoudite, et ont procédé presque immédiatement à la construction de nombreuses bases militaires en Arabie saoudite, à partir desquelles ils mènent maintenant différentes guerres au Moyen-Orient.

En raison de ce phénomène à la base de la création de dettes, les États-Unis sont de loin le pays le plus endetté au monde, avec une dette actuelle de 49 800 milliards de dollars US, par rapport à un PIB 2020 d'environ 21 000 milliards de dollars US (ratio dette-PIB 2,3 = 237% de dette sur PIB).

Il existe une autre composante importante de la dette américaine, appelée par le General Accounting Office (GAO), « *Unfunded Liabilities* », 213 000 milliards de dollars (tous les chiffres sont du 16 avril 2021 : [Horloge de la dette américaine](#)). Ces ratios exceptionnellement élevés ont sans doute aussi à voir avec la dette covid en cours.

Ces « *Unfunded Liabilities* » sont des dettes pour lesquelles il n'y a pas suffisamment de fonds ou d'actifs mis de côté pour les rembourser. Ces engagements font généralement référence au service de la dette du gouvernement américain (intérêts non payés sur la dette), ou aux plans de retraite et à leur impact sur l'épargne et les titres de placement, ainsi qu'à la couverture d'assurance maladie et d'aide sociale pour les soldats revenant de guerre.

Ces chiffres astronomiques de dette et une monnaie fiduciaire non adossée réduisent encore plus la confiance mondiale dans le dollar américain. Il est clair que la dette américaine ne sera jamais remboursée. Le président de la Réserve fédérale, Allan Greenspan (1987 - 2006), a répondu un jour à la question d'un journaliste, quand les États-Unis rembourseront-ils leur dette : Jamais. Nous imprimons simplement de l'argent frais. Ainsi parlait-il, ainsi en était-il et ainsi en est-il.

Aujourd'hui et depuis une dizaine d'années, le dollar américain n'a plus le monopole du commerce des hydrocarbures, et de nombreux contrats internationaux ne sont plus établis en dollars américains comme c'était le cas il y a quelques décennies. La Chine, la Russie, l'Iran, le Venezuela et d'autres pays ont cessé d'utiliser le dollar américain et effectuent leurs transactions en monnaies locales et de plus en plus en yuan chinois.

Pourquoi ? - Les trésoriers des pays du monde entier ont commencé à se rendre compte que le dollar est une monnaie fiduciaire très volatile, qui ne repose sur rien, comme le montrent les chiffres ci-dessus. Tout aussi important pour la perte de confiance dans la monnaie américaine est le fait que les actifs internationaux libellés en dollars et le système bancaire américain sont fréquemment utilisés par Washington pour imposer des sanctions économiques draconiennes et illégales aux pays qui ne suivent pas le diktat de Washington,

y compris le blocage des actifs de réserve placés à l'étranger des pays. Ces réalités économiques et politiques annoncent la fin de l'hégémonie du dollar américain.

La tendance à la diminution de la confiance dans le dollar américain pourrait s'accroître lorsque la Chine lancera son Renminbi numérique (RMB = monnaie du peuple) ou son Yuan international (les termes RMB et Yuan sont utilisés de manière interchangeable) qui pourra être utilisé pour le commerce international sans passer par le système de transfert SWIFT et un système bancaire dominés par les États-Unis. La monnaie chinoise étant soutenue par une économie chinoise forte et solide, la confiance en elle augmente rapidement. Aujourd'hui déjà, l'utilisation de la monnaie chinoise comme actif de réserve international augmente rapidement.

Alors que la Réserve fédérale américaine (FED) envisage également une nouvelle monnaie numérique, il n'est pas clair dans quelle mesure elle peut se détacher du dollar actuel et du fardeau de sa dette. Quoi qu'il en soit, avec le déclin du commerce international américain et l'augmentation rapide du commerce chinois, il sera très difficile, voire impossible, pour un empire en déclin de rattraper la Chine.

Par exemple, au premier trimestre de 2021, le commerce extérieur de la Chine (exportations et importations) a augmenté de 29,2 %, les exportations ayant fait un bond de 38,7 % par rapport à l'année précédente, tandis que les importations ont grimpé de 19,3 % en yuan, selon l'Administration générale des douanes (AGD).

Ces développements, auxquels s'ajoute le fait que la Chine a réussi à surmonter la crise covid en moins de six mois et à remettre son appareil industriel en marche, témoignent de la solidité de la direction du PCC, de la solidité de l'économie chinoise et de la politique fiscale. La Chine est la seule grande économie mondiale à annoncer une croissance économique de 2,3 % en 2020, selon le *Wall Street Journal*. C'est ce que la Chine appelle le « *socialisme aux caractéristiques chinoises* », une caractéristique qui témoigne d'un esprit de création et d'évolution constante du PCC.

Ces faits renforceront encore la confiance internationale dans l'économie chinoise, ainsi que dans la manière dont la Chine recherche un monde multipolaire plus égalitaire et plus juste, où les nations peuvent conserver leur souveraineté nationale selon leurs inclinaisons politiques internes et externes, leur culture, leurs ressources nationales, leurs politiques monétaires et leurs relations étrangères, et vivre ensemble en paix.

Le PCC et sa vision du futur

La Nouvelle route de la soie (NRS) est une brillante invention du président Xi Jinping. Elle est basée sur les mêmes principes anciens que l'était la Route de la soie originelle, ajustée au 21^e siècle, construisant des ponts entre les peuples, échangeant des biens et des services, de la recherche, de l'éducation, des connaissances, de la sagesse culturelle, de manière pacifique, harmonieuse et dans un style « *gagnant-gagnant* ». Le 7 septembre 2013, le président Xi présentait la NRS à l'université Nazarbayev du Kazakhstan. Il en parlait en termes « *d'amitié entre les peuples et la création d'un meilleur avenir* ». Il a fait référence à l'ancienne route de la soie d'il y a plus de 2 100 ans, qui a prospéré pendant la dynastie des Han (206 av. J.-C. à 24 ap. J.-C.).

Se référant à cette époque datant de plus de deux millénaires, le président Xi a rappelé l'histoire des échanges existant sur l'ancienne route de la soie, en déclarant : « *Ils ont*

prouvé que des pays présentant des différences de race, de croyance et de culture peuvent absolument partager la paix et le développement tant qu'ils persistent dans l'unité et la confiance mutuelle, l'égalité et les avantages mutuels, la tolérance mutuelle et l'apprentissage mutuel, ainsi que la coopération et les résultats gagnant-gagnant ».

La vision du président Xi est peut-être en train de façonner le monde du 21^e siècle. Le président Xi a lancé ce projet novateur peu après son accession à la présidence, en 2013. L'idée est de connecter le monde avec des voies de transport, des infrastructures, des entreprises industrielles, des institutions d'enseignement et de recherche, des échanges culturels et bien plus encore. Depuis 2017, inscrite dans la Constitution chinoise, la NRS est devenue le fleuron de la politique étrangère chinoise.

La NRS construit littéralement des ponts et relie des personnes de différents continents et nations. L'objectif de la Nouvelle route de la soie est de « *construire un grand marché unifié et d'utiliser pleinement les marchés internationaux et nationaux, par le biais de l'échange et de l'intégration culturels, afin de renforcer la compréhension et la confiance mutuelles des nations membres, pour aboutir à un modèle innovant avec des afflux de capitaux, une réserve de talents et une base de données technologiques* ».

La NRS est une stratégie de développement global adoptée par le gouvernement chinois. Aujourd'hui déjà, elle regroupe des investissements impliquant plus de 150 pays et organisations internationales, chiffre en augmentation, en Asie, en Afrique, en Europe, au Moyen-Orient et dans les Amériques. Depuis le début du projet, en 2013, les investissements ont dépassé les 5 000 milliards de dollars US.

La NRS est un programme d'investissement à long terme dans les voies de transport terrestres et maritimes, dans la construction d'infrastructures industrielles et énergétiques, dans la prospection énergétique, sans oublier le commerce entre les pays connectés. Contrairement à l'OMC (Organisation mondiale du commerce), la NRS encourage les nations à tirer parti de leurs avantages comparatifs, créant ainsi des situations gagnant-gagnant. En substance, ce projet vise à développer la compréhension et la confiance mutuelles entre les nations membres, ce qui permet la libre circulation des capitaux, la constitution d'un pool d'experts et l'accès à une base de données technologique. Actuellement, sa date d'achèvement est prévue pour 2049, ce qui coïncidera avec le 100^e anniversaire de la République populaire de Chine. L'ampleur et le succès probable du programme indiquent dès aujourd'hui qu'il sera très probablement prolongé bien au-delà de cette date. Il convient toutefois de noter que ce n'est qu'en 2019, six ans après son lancement, que la NRS est devenu un sujet d'actualité en Occident. Fait remarquable, pendant six ans, l'Occident a nié son existence, dans l'espoir qu'elle disparaisse. Mais elle n'a pas disparu. Au contraire, de nombreux membres de l'Union européenne ont déjà souscrit au projet, notamment la Grèce, l'Italie, la France, le Portugal – et d'autres suivront, car la tentation de participer à ce boom socio-économique projeté est écrasante.

Mais la NRS n'est pas la seule initiative qui renforcera l'économie et la position de la Chine dans le monde.

Après des décennies d'agressions, de dénigrement et de belligérance du monde occidental à l'égard de la Chine et cherchant à se libérer de sa dépendance commerciale avec l'Occident, la Chine concentre son développement commercial et sa coopération avec ses partenaires de l'ANASE. En novembre 2020, après 8 ans de négociations, la Chine a signé un accord de libre-échange avec les dix nations de l'ANASE, plus le Japon, la Corée du Sud,

l'Australie et la Nouvelle-Zélande, soit 15 pays au total, dont la Chine.

Le Partenariat économique global régional, ou RCEP, couvre quelque 2,2 milliards de personnes et représente environ 30 % du PIB mondial. Il s'agit d'un accord jamais atteint auparavant en termes de taille, de valeur et de teneur.

Les accords commerciaux du RCEP seront conclus en monnaie locale et en yuan – pas en dollars américains. Le RCEP est donc également un instrument de dédollarisation, principalement dans la région Asie-Pacifique, et qui s'étend progressivement au reste du monde. S'éloigner des économies basées sur le dollar peut être un moyen efficace de lutter contre la « *culture des sanctions* » occidentale. La Chine va bientôt déployer son nouveau Renminbi (RMB) ou yuan numérique, au niveau international, en tant que monnaie légale pour les paiements et les transferts entre pays. Le RMB numérique est appelé à devenir également une monnaie de réserve internationale, ce qui réduira encore la demande en dollars américains.

L'orientation vers le développement économique interne de la Chine – ce que l'on appelle la croissance horizontale plutôt que verticale – est une autre stratégie visant à développer la production et les infrastructures internes chinoises locales afin de renforcer et d'améliorer les capacités de son marché domestique et d'apporter un bien-être et un meilleur équilibre entre son vaste arrière-pays et ses prospères zones côtières orientales.

L'avenir appartient à la Chine

Après deux mille ans de « *suprématie blanche* » occidentale, d'exploitation incessante, de colonisation, de discrimination et d'asservissement pur et simple des autres peuples de couleur, des autres cultures, dans le monde entier, le temps est venu que la roue tourne et que l'humanité s'oriente vers un monde plus pacifique, plus juste et plus égalitaire.

Au cours des cent prochaines années et sous la direction du parti communiste chinois, la Chine guidera l'Orient vers l'ère du Soleil Levant ; prospérité et bonne santé pour tous.

Cette nouvelle époque s'efforcera d'instaurer un monde multipolaire, avec des relations commerciales gagnant-gagnant, et entraînera de nouveaux défis environnementaux, sociaux et technologiques, mais aussi un nouvel éveil à la conscience sociale et à la solidarité. L'initiative des Nouvelles routes de la soie est un instrument clé pour atteindre des objectifs majeurs pour le bien-être de l'humanité, fournissant un flux constant de nouvelles idées, de créations, d'échanges culturels et d'apprentissage mutuel. À l'avenir, l'accent pourrait être mis sur

- Les sources d'énergie renouvelables, basées principalement sur l'énergie hydraulique et solaire, développées avec des technologies de pointe, c'est-à-dire la capture de l'énergie solaire avec un processus de photosynthèse, produisant des rendements énergétiques à haut rendement ;
- L'augmentation des zones vertes dans les centres urbains afin de créer un équilibre entre l'absorption naturelle de CO₂ et la production d'oxygène, dans le but de parvenir à une pollution zéro ;
- Protéger les forêts tropicales et les ressources en eau de la planète ;
- Maintenir les ressources naturelles et les services publics – santé, éducation, approvisionnement alimentaire, services d'eau et d'assainissement, électricité et transports publics – dans le domaine public ;
- promouvoir l'agriculture biologique et la polyculture ;

- Développer l'intelligence artificielle (IA) pour aider à accroître l'efficacité de la production et du transport et pour servir l'humanité.
- L'adoption de la banque publique comme principal moyen de financement du développement socio-économique, conduisant l'humanité à construire une communauté avec un avenir partagé pour l'humanité.

Peter Koenig



[History of China's Communist Party \(1921-2021\): A 100-Year Legacy of Success and Forward Vision.](#)

Traduit par Wayan, relu par Hervé, pour [le Saker Francophone](#)

Peter Koenig est un analyste géopolitique et un ancien économiste (senior) à la Banque mondiale et à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), où il a travaillé pendant plus de 30 ans sur l'eau et l'environnement dans le monde. Il donne des conférences dans des universités aux États-Unis, en Europe et en Amérique du Sud. Il écrit régulièrement pour des revues en ligne. Il est également l'auteur de *Implosion – An Economic Thriller about War, Environmental Destruction and Corporate Greed* (Implosion – un thriller économique sur la guerre, la destruction de l'environnement et la cupidité des entreprises) et co-auteur du livre de Cynthia McKinney « When China Sneezes : From the Coronavirus Lockdown to the Global Politico-Economic Crisis » (Clarity Press – 1er novembre 2020).

Il est chercheur associé du Centre de recherche sur la mondialisation et chercheur principal non résident du Chongyang Institute for Financial Studies de l'Université Renmin de Chine.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Peter Koenig](#), Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : [Peter Koenig](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca